

PASCAL STEFANSKI · HÉLÉNIAK  
YANNICK · HELENIAK

« Le Bal polonais à La Gavotte » est en vente en grande surface ou sur Internet.

nois, Le répertoire de ce CD composé de douze titres : quelques reprises de musiques d'orchestre, polka, valse, tango, boléro, slow. Et

(art D 215-7 du Code de l'action sociale et des familles), et dont l'aîné des enfants a au moins 16 ans.

moi, a l'occasion de la fête des Mères, le diplôme et la médaille de bronze de la famille française. Une

4218.

LA VOIX DU NORD  
MERCREDI 6 JUIN 2012

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

# Sur les marchés ou dans les bistrotts, Michèle Dessenne crie haro sur l'euro

C'est une campagne de longue haleine qui touche à sa fin pour Michèle Dessenne. Dès octobre 2011, la candidate du M'PEP (Mouvement pour une éducation populaire) a occupé le terrain, avec une intensification depuis un mois et demi. Elle et sa petite équipe de militants ultra-motivés ont sillonné les marchés, tracté, tenu plusieurs réunions publiques dans les bistrotts. La dernière lundi soir à l'Opale, à Courcelles.

Face à une quinzaine de personnes, Michèle Dessenne et Jean-François Maison, son suppléant du Pôle de renaissance communiste, ont martelé leur message anti-Union européenne. « Une grande machine à casser les peuples, créée par et pour le grand capital qui a inventé les politiques sur les situations les plus basses (soldates, droïts) »,

selon Jean-François Maison. Conséquences de cette politique libérale : désertification des services publics, de l'appareil industriel, transfert des pouvoirs de décision vers Bruxelles. Michèle Dessenne épingle ses institutions comme la Banque centrale européenne « dont l'indépendance se fait sur le dos de la dépendance des Etats aux marchés financiers. C'est au nom de ça qu'on impose des politiques d'austerité. » Difficile de faire marche arrière, selon la candidate :

« L'Union européenne et l'euro, c'est un débat interdit : on ne peut pas en discuter, on doit être pour ».

Exemple, le traité de Lisbonne, adopté par le parlement malgré le non populaire de 2005 au traité constitutionnel européen. « S'il ne se révolte pas, le député sera un homme ou une femme qui va passer

70 % de son temps à enregistrer des directives européennes. »

L'ex-militante d'ATTAC s'étonne « que les autres partis de gauche ne versent pas l'Union comme un adhésif ». Pas plus que les syndicats « alors que la plupart des délocalisations se font en Europe ». Estimant que l'Union n'est pas réformable de l'intérieur, Michèle Dessenne propose des solutions radicales : « sortir unilatéralement de l'Europe, revenir à la souveraineté monétaire, réinstaurer la Banque de France dans sa capacité à créer de la monnaie » ou encore « poser un moratoire sur les dettes ». Pas un rêve fou, plutôt un retour à l'essentiel du programme du Conseil national de la résistance (plusieurs résistants la soutiennent) : « La politique peut encore changer les choses. » ■ C.L.C.



Michèle Dessenne, entourée de Jean-François Maison et du président du PRCF, devant un public peu nombreux mais attentif.